

### CONDITIONS D'ATTRIBUTIONS

- La subvention sera versée de la façon suivante :
  - Un acompte de 30 % au commencement d'exécution.
  - Le solde sur présentation des factures acquittées.
- Une enveloppe annuelle sera fixée par le conseil communautaire chaque année. Celle-ci ne pourra être dépassée.
- Les demandes seront étudiées par la commission « Développement économique » par ordre de dépôt des dossiers complets.
- L'éligibilité à cette aide n'oblige pas à attribution de la subvention. C'est le Président qui approuve ou non l'attribution de l'aide au vu des documents fournis et après avis de la commission « Développement économique ».
- Le demandeur ne pourra soumettre qu'un projet éligible par an.

### CONSTITUTION DU DOSSIER

- La demande d'aide dûment remplie et signée
- Joindre une copie de l'avant projet des travaux
- Les bilans des trois derniers exercices (sauf en cas de création)
- Les devis descriptifs détaillés concernant les travaux ou l'acquisition de matériel
- Extrait K-BIS de moins de 3 mois
- Joindre les décisions d'attribution d'aide (ou accusés de réception de la demande)
- Joindre un RIB ou un RIP

### CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° dossier : _____	Date de dépôt : _____	
Date de la commission : _____		
Avis de la commission	<input type="checkbox"/> Accordé	Montant _____
	<input type="checkbox"/> Refusé	Motif _____
_____		
_____		
_____		
_____		

## AIDE AU COMMERCE ET A L'ARTISANAT

Délibération 15-96 du 29 septembre 2015

### IDENTITE DU DEMANDEUR

Raison sociale : \_\_\_\_\_

Adresse du siège social : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

#### Vous êtes :

- Un artisan       Un commerçant       Un prestataire de services

N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité : \_\_\_\_\_

Chiffre d'affaires (prévisionnel si création) : \_\_\_\_\_ € H.T.

- Une commune

### INVESTISSEMENT

#### Type d'investissement

- Aménagements immobiliers

Création       Modernisation       Extension      Du local professionnel

Travaux liés aux économies d'énergie

Travaux de remise aux normes (joindre le rapport de la commission concernée)

- Devanture

Création       Rénovation

- Autres

Equipement en véhicule atelier (livraison, intervention à domicile)

Microinformatique

### DESCRIPTIF DU PROJET

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

### FINANCEMENT DES TRAVAUX

- Montant total de la dépense HT |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| € HT
- Montant total de la dépense TTC |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| € TTC

#### Financement

- Prêt bancaire |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| €
- Apport de fonds personnels |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| €

#### Aides publiques accordées :

- |  |                              |                              |                  |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------|
| • Etat                                   | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • Région                                 | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • Département                            | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • Commune ou communauté de communes      | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • Communauté européenne                  | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Oui | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • Autre aide publique (à préciser) _____ |                              |                              | _ _ _ _ _ _ _  € |
| • _____                                  |                              |                              | _ _ _ _ _ _ _  € |

#### Total des aides publiques

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| €

#### Total des ressources

|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| €

### VOS ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Je soussigné (e), \_\_\_\_\_ (nom et prénom), responsable de l'entreprise

#### Certifie sur l'honneur que :

- Les renseignements portés sur la présente demande et sur les documents qui l'accompagnent sont exacts ;
- Les travaux faisant l'objet de la demande ne sont pas commencés à la date de dépôt du dossier auprès de la communauté de communes des 3 provinces

#### M'engage à :

- Apposer dans mes locaux, durant la durée des travaux et durant 6 mois à compter de la réception des travaux subventionnés, le document transmis avec la notification d'attribution. La CDC se réserve le droit de vérifier que cette obligation est respectée
- Terminer les travaux faisant l'objet de la subvention dans un délai de 2 ans (à compter de la date de notification d'attribution). En cas de non-respect de ce délai, je perdrai le bénéfice de la subvention et devrai rembourser les sommes éventuellement perçues.
- Une durée d'exploitation de 3 ans après le versement du solde. Sinon, en cas de vente, je devrai rembourser la subvention au prorata du temps restant.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du demandeur

### MONTANT DE L'AIDE

- 20 % maximum d'une dépense subventionnable plafonnée à 30 000,00 € HT (soit une aide de 6 000,00 € maximum)
- Le montant est calculé sur la base des devis joints à la demande d'aide après déduction d'autres subventions éventuelles. Si la facture finale est inférieure au montant des devis, la subvention sera proratisée. Dans le cas contraire, la subvention ne sera pas augmentée.
- Le montant total des différents subventionnements ne pourra dépasser 80 % de la dépense HT.

### EXCLUSIONS

#### Les demandeurs

- Les auto-entrepreneurs
- Les communes non adhérentes de notre communauté de communes

#### Les secteurs d'activités

- Activités d'agence (immobilière, voyage, courtage, assurance...).
- Commerces saisonnier et non sédentaires.
- Commerces de gros.
- Antiquaires.
- Brocanteurs.
- Professions libérales même en société.
- Commerces de luxe (parfumerie, fourreur...).
- Pharmacies et professions paramédicales.

#### Les investissements

- Mobilier, hors secteur de la restauration et de l'hébergement.
- Véhicules autres que ceux spécifiés ci-avant.
- Acquisition du fonds de commerce ou du pas de porte.
- Matériels et véhicules en location avec option d'achat ou en crédit-bail.
- Télématique (Internet), bureautique, appareils de télécommunication.